

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/44418]

13 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les congés des membres du personnel des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'article 7 ;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois de Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, l'article 20 ;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les articles 36, 152, 270 et 403 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu le « Test genre » du 12 mai 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 30 mai 2023, organisée conformément à l'article 33, 2°, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ;

Vu le protocole de négociation au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française, Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs, conclu en date du 1^{er} juin 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon les procédures de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, conclu en date du 1^{er} juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 9 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, un point 1bis° est ajouté, rédigé comme suit :

« 1bis° Congé de détente : une semaine coïncidant avec la deuxième semaine des vacances de détente (de Carnaval) de l'enseignement obligatoire fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

2° le point 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° Congé de printemps : une semaine coïncidant avec la première semaine des vacances de printemps (de Pâques) de l'enseignement obligatoire fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, un point 1bis° est ajouté, rédigé comme suit :

« 1bis° Congé de détente : une semaine coïncidant avec la deuxième semaine des vacances de détente (de Carnaval) de l'enseignement obligatoire fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

2° le point 2° est remplacé comme suit :

« 2° Congé de printemps : une semaine coïncidant avec la première semaine des vacances de printemps (de Pâques) de l'enseignement obligation fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

3° un sixième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Pour des raisons pédagogiques dûment étayées, le pouvoir organisateur peut déroger aux points 1bis° et 2°, et dans ce cas, placer une de ces deux semaines de congés à d'autres moments dans l'année. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement des études dans les écoles supérieures des Arts organisées et subventionnées par la Communauté française.*

Art. 4. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 4 est remplacé comme suit :

« 4. pendant le congé de détente, qui s'étend sur une semaine coïncidant avec la deuxième semaine des vacances de détente (de Carnaval) de l'enseignement obligatoire fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

2° un point *4bis* est ajouté, rédigé comme suit :

« *4bis*. pendant le congé de printemps, qui s'étend sur une semaine coïncidant avec la première semaine du congé de printemps de l'enseignement obligatoire fixée en application des articles 1.9.1-1 et 1.9.1-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ; » ;

3° un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Pour des raisons pédagogiques dûment étayées, le pouvoir organisateur peut déroger aux points 4 et *4bis*, et dans ce cas, placer une de ces deux semaines de congés à d'autres moments dans l'année. ».

CHAPITRE 4. — *Disposition finale*

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2023-2024.

Bruxelles, le 13 juillet 2023.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/44418]

13 JULI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het verlov van de personeelsleden van de hogescholen en de hogere kunstscholen

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving, artikel 7;
Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de lasten en de betrekkingen van de hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, artikel 20;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd als Hogere Kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), artikelen 36, 152, 270 en 403;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 genomen bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot vaststelling van het systeem van vakantie voor het personeel van de Hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstscholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op de "Gendertest" van 12 mei 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, paragraaf 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties die op 30 mei 2023 op gemeenschapsniveau erkend zijn, georganiseerd overeenkomstig artikel 33, 2°, van het decreet van 21 september 2012 betreffende de participatie en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op het onderhandelingsprotocol in het onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap, "Wallonie-Bruxelles Enseignement" en de federaties van de inrichtende machten, gesloten op 1 juni 2023;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol binnen het onderhandelingscomité Sector IX, het provinciaal en lokaal comité voor de openbare diensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel volgens de nadere regels van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de syndicale organisaties van het personeel van deze besturen en het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandelingen in de Franse Gemeenschap, gesloten op 1 juni 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 9 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 genomen bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen*

Artikel 1. Aan artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 genomen bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het eerste lid wordt een punt *1bis*° toegevoegd, luidend als volgt:

"*1bis*° Ontspanningsvakantie: één week die samenvalt met de tweede week van de ontspanningsvakantie (carnaval) in het leerplichtonderwijs vastgesteld bij toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

2° punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"2° Lenteverlof: een week die samenvalt met de eerste week van het lenteverlof (Pasen) van het leerplichtonderwijs, vastgesteld met toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot vaststelling van het systeem van vakantie voor het personeel van de Hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 3. Aan artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot vaststelling van het systeem van vakantie voor het personeel van de Hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het eerste lid wordt een punt *1bis*° toegevoegd, luidend als volgt:

"*1bis*° Ontspanningsvakantie: één week die samenvalt met de tweede week van de ontspanningsvakantie (carnaval) in het leerplichtonderwijs vastgesteld bij toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

2° punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"2° Lenteverlof: een week die samenvalt met de eerste week van het lenteverlof (Pasen) van het leerplichtonderwijs, vastgesteld met toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

3° er wordt een zesde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Om naar behoren met redenen omklede pedagogische redenen kan de inrichtende macht afwijken van de punten *1bis*° en 2°, en in dit geval één van deze twee verlofweken op andere tijdstippen in het jaar laten vallen."

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 4. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende de algemene regeling van de studies in de hogere kunstschole ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4 wordt vervangen door wat volgt:

"4. tijdens de ontspanningsvakantie, die een week duurt en samenvalt met de tweede week van de ontspanningsvakantie (carnavalsvakantie) in het leerplichtonderwijs, vastgesteld met toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;"

2° er wordt een punt 4 bis toegevoegd, dat luidt als volgt:

"*4bis.* tijdens de voorjaarsvakantie, die zich uitstrekt over een week die samenvalt met de eerste week van de voorjaarsvakantie van de leerplicht vastgesteld met toepassing van de artikelen 1.9.1-1 en 1.9.1-2 van het CWetboekode voor het basis- en secundair onderwijs;"

3° er wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Om naar behoren met redenen omklede pedagogische redenen kan de inrichtende macht afwijken van de punten *1bis*° en 2°, en in dit geval één van deze twee verlofweken op andere tijdstippen in het jaar laten vallen."

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2023-2024.

Brussel, 13 juli 2023.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
P.-Y. JEHOLET